

# DÉVELOPPER DES VILLES PLUS VERTES

en République démocratique du  
**CONGO**



Ce qu'a apporté un projet de développement d'horticulture urbaine et périurbaine dans cinq villes:

- ▶ 150 000 tonnes de légumes par an
- ▶ Des produits frais et nourrissants à 11,5 millions de citoyens
- ▶ Des moyens d'existence durables à 16 000 petits exploitants maraîchers
- ▶ Des revenus à 60 000 personnes participant à la chaîne de valeur horticole



Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Tous droits réservés. La FAO encourage la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Les utilisations à des fins non commerciales seront autorisées à titre gracieux sur demande. La reproduction pour la revente ou d'autres fins commerciales, y compris pour fins didactiques, pourrait engendrer des frais. Les demandes d'autorisation de reproduction ou de diffusion de matériel dont les droits d'auteur sont détenus par la FAO et toute autre requête concernant les droits et les licences sont à adresser par courriel à l'adresse [copyright@fao.org](mailto:copyright@fao.org) ou au Chef de la Sous-Division des politiques et de l'appui en matière de publications, Bureau de l'échange des connaissances, de la recherche et de la vulgarisation, FAO, Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome (Italie).

# DÉVELOPPER DES VILLES PLUS VERTES en République démocratique du CONGO

- 2 Avant-propos, introduction
- 3 Historique, le projet, le pays
- 4 Première phase, 2000-2004  
**Les semailles**
- 6 *Lubumbashi plus verte*
- 8 *Naviundu: Un périmètre «historique»  
résiste à l'avance de la ville*
- 12 *Katuba: Progrès au cœur de la ville*
- 14 Deuxième phase, 2004-2007  
**Période de croissance**
- 16 *Kilobelobe: Le «potager» de la ville assure  
des légumes frais et des emplois*
- 18 *Kamilombe: Les terrains verts attirent  
les opérateurs*
- 22 *Marché de Pande: Un commerce actif  
de légumes locaux*
- 24 Troisième phase, 2008-2012  
**Les moissons**
- 26 *Tshamalale: L'irrigation au goutte-à-goutte  
permet d'intensifier la production*
- 30 *Kashamata: «C'est toute ma vie qui est ici»*
- 32 Crédits

## Produire des aliments dans des villes plus vertes

L'accroissement de la population urbaine dans le monde en développement équivaut à l'apparition d'une nouvelle ville de la taille de Lagos tous les deux mois. À mesure que l'urbanisation s'accélérera dans les décennies à venir, les pays à faible revenu seront nombreux à affronter le risque de voir s'étendre des bidonvilles comptant de nombreux habitants jeunes et vulnérables.

C'est maintenant qu'il faut agir pour orienter le développement urbain vers des *villes vertes* qui apportent sécurité alimentaire, emplois décents, environnement plus propre et bonne gouvernance pour tous. Poursuivant cet objectif, la FAO encourage le développement de l'horticulture urbaine et périurbaine productive et durable.

Le maraîchage dans les agglomérations et les villes et dans leurs environs est un apport à la sécurité alimentaire et à la nutrition urbaines, car il permet d'accroître l'offre de produits frais, riches en vitamines et en minéraux essentiels. Du fait que les coûts de démarrage sont faibles et la valeur des produits élevée, l'horticulture urbaine et périurbaine (HUP) assure des moyens d'existence aux citadins pauvres, en particulier à ceux qui viennent d'arriver de la campagne. Elle crée d'autres emplois dans l'approvisionnement en intrants et de la valeur ajoutée du producteur au consommateur.

De plus, le recyclage des déchets organiques municipaux sous forme de compost pour les potagers contribue à accroître la production alimentaire tout en rendant plus propres les rues de la ville. L'HUP fait qu'on a moins besoin de transporter les légumes depuis des zones rurales éloignées, ce qui économise du carburant et réduit la pollution atmosphérique. Les «ceintures vertes» d'exploitations maraîchères protègent les terres écologiquement fragiles de l'expansion urbaine sauvage.

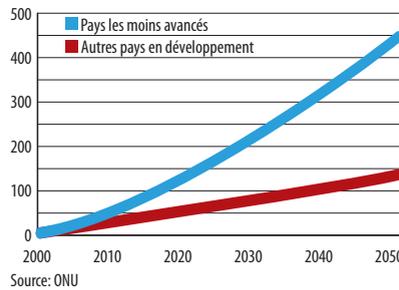
En mettant en place un secteur viable d'HUP, on se dote d'un laboratoire de bonne gouvernance, car on encourage une collaboration plus étroite entre pouvoirs publics et départements municipaux. Enfin, et ce n'est pas le moins important, l'HUP contribue à la santé des communautés – les exploitations maraîchères assurent aux groupes vulnérables et aux exclus des vivres, un revenu et une entreprise commune, offrant un utile exutoire à l'énergie des jeunes.

Le rapport qui suit, consacré à un projet bénéficiant d'une aide de la FAO en République démocratique du Congo, illustre les avantages à tirer du développement de l'HUP et souligne l'apport important qu'elle représente pour des villes plus vertes.

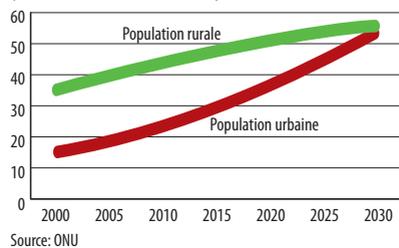
### Shivaji Pandey

Directeur, Division de la production végétale et de la protection des plantes  
l'Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation et l'agriculture

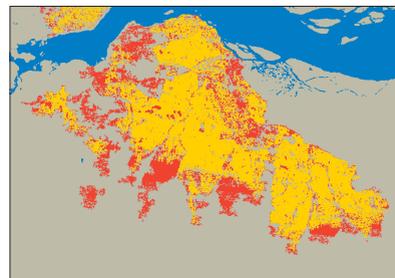
### Accroissement de la population urbaine dans le monde en développement (en pourcentage)



### Accroissement de la population urbaine et rurale en République démocratique du Congo (en millions d'habitants)



### Croissance de Kinshasa (en rouge) 2000-2006



## «Un modèle de réussite»

La République démocratique du Congo est un des géants de l'Afrique. De la taille de l'Europe occidentale, elle dispose de vastes richesses naturelles – eau, terres arables, minéraux, et surtout, population ingénieuse. Après des années de douloureuse instabilité politique, elle a retrouvé désormais le chemin du développement socioéconomique, déterminée à prendre la place qui lui revient dans la région et dans la communauté internationale.

Dans les années à venir, le pays aura un nouveau défi à relever. L'accroissement de la population y dépasse les 2,6 pour cent annuels, de sorte qu'elle est passée de 50 millions d'habitants en 2000 à 68 millions d'habitants à peine dix ans plus tard. La majeure partie de cet accroissement est dans les agglomérations et les villes, du fait de l'accroissement naturel et de la migration depuis les campagnes. La croissance urbaine rapide, comme dans nombre d'autres pays à faible revenu, s'accompagne de taux élevés de pauvreté, de chômage et de sous-alimentation.

Toutefois la République démocratique du Congo est bien mieux préparée que la plupart des autres à faire face aux conséquences d'une urbanisation massive et rapide. Ces 10 dernières années, la FAO a collaboré avec les autorités nationales, provinciales et municipales du pays à un projet de développement de l'horticulture urbaine et périurbaine, à Kinshasa et dans quatre autres villes.

Les activités du projet ont touché plus de 16 000 petits maraîchers et amélioré l'irrigation et le drainage sur près de la moitié de la superficie totale des terres horticoles. Par le biais d'écoles au champ, le projet a introduit de meilleures méthodes de culture, qui ont permis une forte croissance de la production de légumes et des revenus des maraîchers. L'horticulture dans cinq villes et dans leurs environs, qui produit désormais quelque 150 000 tonnes de légumes par an, a créé dans la chaîne de valeur, selon les estimations, des emplois pour 60 000 personnes.

Ce projet est véritablement «un modèle de réussite». Elle donne l'exemple d'un développement efficace de l'horticulture urbaine et périurbaine, qui pourra servir à d'autres villes et agglomérations de la République démocratique du Congo et de bien d'autres pays d'Afrique.

### Ndiaga Gueye

Représentant de la FAO  
en République démocratique du Congo



## HISTORIQUE

### Une stratégie séculaire de survie

En 2000, la République démocratique du Congo sortait de cinq années de conflit dans l'est du pays, qui avait causé des morts innombrables et un exode massif de ruraux vers les agglomérations et les villes. De 1995 à 2000, la population de

Kinshasa, la capitale, avait augmenté de plus d'un million d'habitants. Avec sa population appauvrie et l'approvisionnement alimentaire désorganisé, Kinshasa connaissait de graves pénuries de vivres, avec un taux de malnutrition infantile en hausse.

Face à l'adversité, les Kinois ingénieurs ont remis à l'honneur une stratégie séculaire de survie. Partout dans la ville, les résidents se sont mis à cultiver des légumes

et des plantes-racines autour de leurs logements, dans les terrains vagues et le long des rues et des cours d'eau. La superficie servant au maraîchage, en ville et aux alentours, a augmenté rapidement. Les nouveaux maraîchers étaient souvent des ruraux déplacés qui s'étaient installés aux abords de la ville.

Pour le gouvernement et pour la FAO, ce développement spontané de l'horticulture urbaine et

périurbaine (HUP) présentait une occasion de voir plus loin que les besoins immédiats d'aide d'urgence du pays et de semer des graines de l'espoir.

Ils ont lancé ensemble un projet dont le but était un secteur actif d'HUP, qui aiderait à améliorer la sécurité alimentaire, la nutrition et, à terme, assurerait des moyens d'existence durables.



Congolais déplacés par les combats dans les provinces de l'est du pays

## LE PROJET

### Appui au développement de l'horticulture urbaine et périurbaine

Le projet en République démocratique du Congo est exécuté par le Ministère du développement rural, avec une aide de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Lancé en juin 2000, il a été prorogé d'une deuxième phase démarrée en octobre 2004, puis d'une troisième phase de quatre ans à compter de janvier 2008. La Belgique a fourni un financement d'un montant de 10,4 millions d'USD.

Le projet est réalisé dans cinq villes:

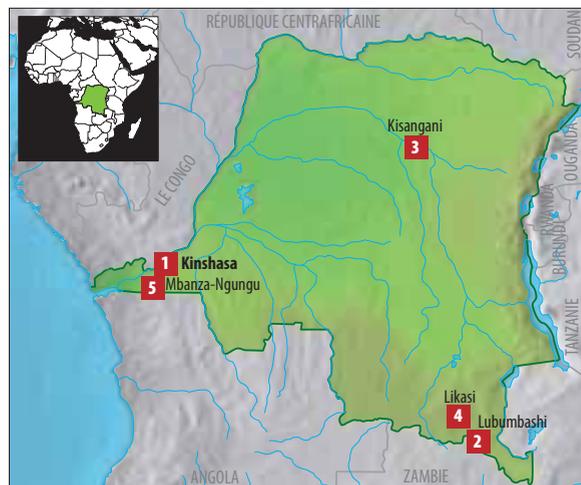
- 1 Kinshasa** (8,7 millions d'habitants). Située sur la rive méridionale du Congo, Kinshasa est la capitale du pays et la deuxième ville d'Afrique subsaharienne par le nombre d'habitants
- 2 Lubumbashi** (1,5 million d'habitants). Située à 1 200 m d'altitude, Lubumbashi est la deuxième ville du pays et la capitale de la province du Katanga, dotée d'importantes richesses minérales
- 3 Kisangani** (810 000 habitants). Située à quelque 2 000 km de l'embouchure du Congo, Kisangani est la troisième ville du pays
- 4 Likasi** (370 000 habitants). Centre minier sur la Likasi, dans la province du Katanga, à 140 km au nord-ouest de Lubumbashi
- 5 Mbanza-Ngungu** (100 000 habitants). Agglomération située dans les collines à 120 km au sud-ouest de Kinshasa



Une mission d'examen du projet de la FAO visite un terrain maraîcher à Lubumbashi

## LE PAYS

### République démocratique du Congo



Superficie:	2 344 860 km <sup>2</sup>
Population:	67,8 millions d'habitants
Taux d'accroissement de la population:	2,6 pour cent par an
Population urbaine:	23,9 millions d'habitants (35,2%)
Taux d'accroissement de la population urbaine:	4,5 pour cent par an
PIB par habitant et par an:	298 USD
Espérance de vie à la naissance:	47,6 ans
Taux d'alphabétisation:	67,2 pour cent
Nombre de sous-alimentés:	51 millions (76%)
Taux de mortalité infantile:	205/1000 naissances vivantes
L'indice de développement humain:	176/182

Sources: FAO, PNUD, ONU



Première phase: 2000-2004

# Les semailles

À Lubumbashi, des maraîchers préparent une pépinière de jeunes plants

**L**a première phase du projet a visé Kinshasa et Lubumbashi. Elle avait pour but d'élargir et de diversifier la consommation de produits de l'horticulture, tout en créant des emplois et en assurant des revenus aux petits maraîchers urbains et périurbains.

Lorsque le projet a démarré en juin 2000, l'horticulture urbaine et périurbaine produisait selon les estimations 30 000 tonnes de légumes par an à Kinshasa et 2 250 tonnes à Lubumbashi. Certains de ces légumes étaient cultivés dans des potagers familiaux pour consommation propre et d'autres dans quelques grandes exploitations, mais la grande majorité de la production provenait des 5 000 petites exploitations maraîchères d'une superficie totale

de 1 000 ha à Kinshasa et de moins de 100 ha à Lubumbashi.

Les producteurs de Kinshasa et des alentours cultivaient des terrains d'une superficie qui ne dépassait parfois pas 300 m<sup>2</sup>, la culture et la vente des légumes étant leur unique source de revenus. Certains avaient été organisés en associations comptant de 10 à 20 membres par des programmes du gouvernement précédent. Un tiers environ de ces producteurs étaient des productrices.

La consommation de fruits et de légumes dans les deux villes était inférieure à la moitié du minimum recommandé par la FAO et l'OMS, qui est de 400 g par personne et par jour. Mais il existait de bonnes possibilités d'accroître la production: l'une et l'autre villes offraient des travailleurs en abondance (en particulier des ruraux arrivés récemment, qui savaient cultiver la terre) et, surtout aux alentours de Lubumbashi, des terrains fertiles de bonne taille convenant à l'horticulture.

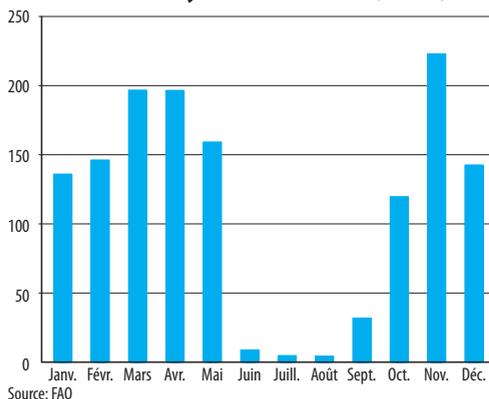


En 2000, les périmètres maraîchers de Kinshasa produisaient surtout des légumes traditionnels tels que l'amarante

**Un secteur désorganisé.** Un état des lieux du secteur de l'horticulture urbaine et périurbaine, réalisé antérieurement par la FAO, y avait mis en évidence différents obstacles au développement durable:

- *Absence de politiques et de stratégies claires des pouvoirs publics à l'appui du secteur.* Il n'y avait quasiment pas de réglementation de l'horticulture urbaine et périurbaine. Bien qu'un Service national d'appui au développement de l'horticulture urbaine et périurbaine (SENAHUP) ait été mis en place par le gouvernement en 1996, les troubles civils et la prolifération urbaine sauvage avaient laissé le secteur complètement désorganisé.
- *Absence de statut d'occupation sûr des terres servant à la production de légumes.* Les petits maraîchers cultivaient pour la plupart des terrains vagues, sans permis ni titres fonciers accordés par les autorités municipales. À Kinshasa, même les coopératives maraîchères n'avaient légalement aucun droit sur les terres qu'elles cultivaient. Sans statut d'occupation sûr, les exploitants n'avaient que des moyens d'existence précaires et n'étaient guère motivés pour investir dans leur production.
- *Accès limité à l'eau et insuffisances de l'irrigation et du drainage.* Des inondations ont paralysé la production en pleine saison des pluies (octobre à mai), tandis que faute d'irrigation, les superficies cultivables se trouvaient réduites pendant la saison sèche (juin à septembre). Les femmes allaient chercher de l'eau à des sources

#### Pluviométrie moyenne à Kinshasa (en mm)



## UN DISPOSITIF INSTITUTIONNEL D'APPUI AUX ACTIVITÉS DU PROJET

**Ministère du Développement Rural.** Le Service national d'appui au développement de l'horticulture urbaine et périurbaine (SENAHUP), qui relève du Ministère, assure l'encadrement d'ensemble par un coordonnateur basé à Kinshasa.

**Bureaux municipaux de l'horticulture du SENAHUP.** Dotés d'un conseiller d'HUP et de spécialistes d'économie agricole, de génie agricole et de vulgarisation horticole, ils gèrent dans chaque ville les interventions du projet.

**Comités municipaux de concertation.** Présidés par le maire de chaque ville, ils facilitent l'intégration de l'HUP dans la planification d'urbanisme. Ils comprennent les responsables municipaux chargés de l'agriculture, de l'urbanisme et des affaires foncières, ainsi que des représentants des associations de maraîchers et des ONG.

**Bureau de pays de la FAO à Kinshasa.** Il gère l'aide de la FAO par l'intermédiaire d'un Conseiller technique principal.

**Siège de la FAO à Rome.** Il assure l'appui technique, contrôle les progrès du projet et tire les enseignements voulus pour optimiser les dispositifs institutionnels et les services de soutien de l'HUP dans d'autres pays en développement.



Mbanza-Ngungu. Bruno Kitiaka (à gauche), conseiller pour l'HUP, délibère avec les membres du comité municipal de concertation sur les demandes de bail déposées par les maraîchers pour les terrains

éloignées parfois de 500 m de leur terrain et certains maraîchers utilisaient des eaux usées non traitées.

- *Production faible et nombre limité d'espèces et de variétés.* Les techniques de production étaient rudimentaires et les rendements très bas. Les engrais minéraux n'étaient généralement pas disponibles et les semences améliorées coûteuses, avec un approvisionnement irrégulier. Le rendement moyen pour la tomate restait inférieur à 8 tonnes à Lubumbashi, alors que la moyenne mondiale est d'environ 30 tonnes.
- *Maraîchers mal organisés et absence de services d'appui.* Les associations de maraîchers n'avaient guère de contacts avec les agents de vulgarisation. Même lorsque des intrants étaient disponibles, l'offre était souvent décalée dans le temps par rapport au calendrier de production. Les petits maraîchers n'ayant pas accès aux prêts bancaires, la seule autre possibilité était de recourir aux prêteurs, qui pratiquent des taux d'intérêt élevés. Faute

d'installations après récolte et de traitement, les exploitants étaient contraints de vendre directement depuis les champs, ce qui engorgeait les marchés et faisait baisser les prix.

Pour éliminer ces obstacles, plusieurs interventions prévues dans le projet ont eu pour objet de renforcer la base de production du secteur à Kinshasa et Lubumbashi. Pour soutenir ces activités, le projet a comporté la mise en place d'un dispositif institutionnel qui a mis en relation toutes les parties prenantes: la FAO, le Ministère du développement rural, les autorités municipales, les services d'appui à l'horticulture et les maraîchers.

**Droits fonciers.** Face à une situation où la plupart des exploitants travaillent sans permis, le projet a aidé à constituer un comité municipal de concertation dans chacune des deux villes. Les comités ont géré le métrage et la démarcation des zones existantes de maraîchage, ainsi que l'obtention de permis pour les exploitants ou les groupes d'exploitants qui s'en servaient.



*La ciboulette pousse dans la vallée de Kimwenza, périmètre maraîcher de 60 ha situé à la périphérie sud de la capitale*

Bien souvent, la «régularisation» a commencé par l'enregistrement en tant qu'associations de groupes informels de maraîchers. Une fois identifiés les terrains et leurs utilisateurs, les comités ont traité les demandes de permis des associations, généralement déposées auprès des services fonciers municipaux. Au cours de la première phase, les comités ont fait obtenir des baux pour 600 ha de terrains à Kinshasa et 150 ha à Lubumbashi. Dans certains cas, ils ont facilité des



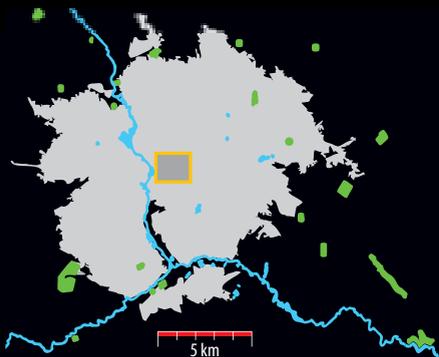
### **Lubumbashi plus verte**

La ville animée de Lubumbashi est un grand centre commercial et industriel, centre nerveux des exportations de cuivre et de cobalt venus de la province du Katanga. Depuis 2000, la population a connu un accroissement de plus de 50 pour cent, atteignant selon des estimations prudentes 1,5 million d'habitants. Progressant au même rythme, le projet a permis de créer un secteur florissant d'horticulture urbaine et périurbaine. La superficie utilisée pour le maraîchage, qui était inférieure à 100 ha, atteint presque 725 ha.



# Lubumbashi

République Démocratique du Congo



Les terrains maraîchers qui ceinturent maintenant la ville – certains situés à quelques kilomètres à peine du centre ville – produisent plus de 60 000 tonnes de légumes frais par an. Les pages de cette publication nous montrent de plus près le secteur d'HUP de Lubumbashi avec ses 7 800 petits maraîchers.

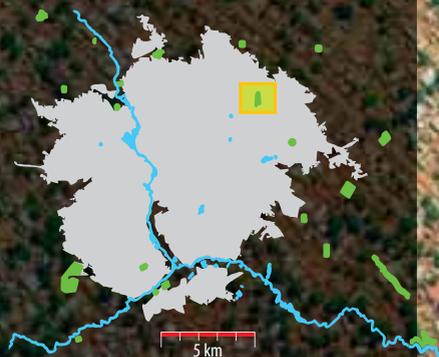
Terrains de maraîchage



Le maire de la ville, Marie-Grégoire Tambila Sambwe, dit que l'horticulture est un élément essentiel de ses plans pour une «Lubumbashi plus verte»

## Un périmètre «historique» résiste à l'avance de la ville

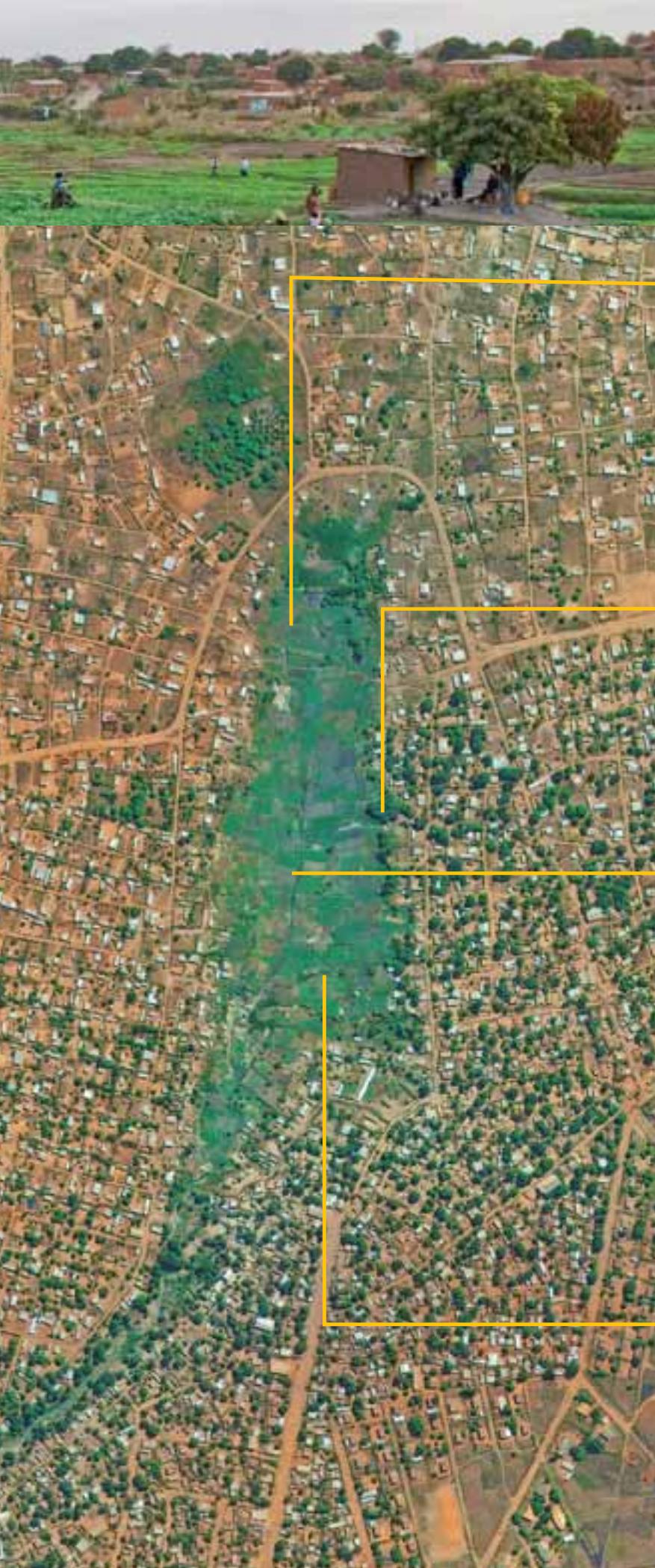
Naviundu est l'un des plus vieux périmètres maraîchers de Lubumbashi. Lorsque les premiers exploitants ont commencé à y cultiver l'amarante en 1996, le quartier était peu habité. À l'heure actuelle, ses 8,5 ha de terrains sont entourés de nouveaux logements. Mais les droits fonciers des maraîchers sont protégés de l'avance de la ville par des permis obtenus par l'intermédiaire du comité municipal de concertation. L'association de maraîchers Source Naviundu, qui compte 85 membres, cultive maintenant l'amarante, le chou de Chine et le gombo, avec des pratiques améliorées introduites grâce au projet. La production annuelle de légumes est estimée à près de 1 000 tonnes.



# Naviundu

Lubumbashi





*Choux de Chine fraîchement coupés. Plus de la moitié des maraîchers sont des femmes*



*En 2004 a été construit grâce au projet un petit bassin de captage servant à détourner l'eau d'un petit cours d'eau vers les terrains maraîchers. On obtient ainsi de l'eau pour les potagers et eau potable pour les ménages voisins*



*Cécile Nsoni cultive un terrain de 400 m<sup>2</sup>. Le revenu régulier qu'elle tire de la vente de légumes frais lui a permis de payer les frais de scolarité de son enfant et de «construire une maison de brique avec un toit en tôle»*



*Les maraîchers de Naviundu emploient plus de 400 ouvriers pendant la campagne agricole (mars à juillet). Le salaire moyen est d'environ 3 USD par jour*

*Kinshasa. Ce canal concourt à l'irrigation de 30 ha de terrains utilisés par 1 250 exploitants dans le périmètre maraîcher de Kimpoko*



## INTERVENTIONS VISANT À AMÉLIORER LA GESTION DE L'EAU

Un montant de 1,03 million d'USD a été investi grâce au projet dans la construction ou l'amélioration d'ouvrages d'irrigation et de lutte contre les inondations dans les périmètres maraîchers des cinq villes. Les associations de maraîchers fournissent la main-d'œuvre et reçoivent une formation à la gestion et à l'entretien des ouvrages achevés. Il y avait déjà en place en 2010 plus de 50 ouvrages assurant irrigation et drainage pour 1 500 ha de terrains maraîchers. La maîtrise de l'eau étant plus efficace, les exploitants ont pu élargir les superficies cultivables et étendre la campagne agricole à la saison sèche. Avantage induit, les communautés voisines ont de l'eau potable.



*Kisangani. Les résidents du quartier se servent des fontaines comme source d'eau pour l'usage domestique*



*Lubumbashi. Un bassin de captage (en haut) à Kalulako, au nord de la ville, fournit l'eau d'irrigation toute l'année. Ci-dessus, un ouvrage de maîtrise de l'eau presque achevé à Kilobelobe*

accords entre les maraîchers et les détenteurs privés ou coutumiers des droits de propriété.

Au total, ce sont quelques 3 500 exploitants de 43 périmètres de maraîchage de Kinshasa et de Lubumbashi qui ont été retenus pour un soutien du projet. Une série d'interventions y a été lancée pour améliorer la gestion de l'eau et encourager à intensifier la production et à diversifier les cultures de légumes pratiquées.

À Kinshasa, des travaux d'irrigation, de drainage et de lutte contre les inondations ont aidé les exploitants à accroître la superficie cultivée de 250 hectares selon les estimations. Le périmètre de maraîchage de Kimbanseke, par exemple, s'est développé pour passer de 11 ha à près de 100 ha, le nombre de cultivateurs passant de 115 à 900. Dans l'une comme l'autre villes, des travaux d'irrigation ont permis d'améliorer la qualité de l'eau servant aux cultures et d'avoir de l'eau pendant une période plus longue de l'année.

Parallèlement, le service national d'appui à l'HUP (le SENAHUP) a ouvert des bureaux à Lubumbashi et dans 24 municipalités de Kinshasa, afin d'assurer un appui technique aux associations de maraîchers. Le projet a recouru à la méthode de la FAO dite de l'école aux champs, système d'éducation informelle des adultes articulé autour de réunions périodiques de groupes avec des agents de vulgarisation agricole. Au cours de la première phase, le SENAHUP a organisé 60 écoles aux champs, qui ont formé quelques 720 cultivateurs de Kinshasa et 600 de Lubumbashi à de meilleures pratiques et techniques de culture.

Le projet a également fait appel à plusieurs ONG de développement reconnues, nationales et internationales, pour faire accorder des microcrédits aux associations de maraîchers. Ces ONG ont traité les demandes de prêt et formé les cultivateurs à la gestion financière. Les prêts ont donné aux associations la possibilité d'acheter les intrants – essentiellement des semences améliorées – dont elles avaient besoin pour développer la production.

Aux traditionnelles cultures de légumes à feuilles (amarante, patate

douce, oseille et épinard), les maraîchers ont ajouté des cultures plus profitables, telles qu'oignons de printemps, céleri, aubergine, chou et tomate. Une des grandes innovations a été la construction de pépinières sous abri qui ont permis d'obtenir de jeunes plants pendant la saison des pluies et, à Lubumbashi, de les protéger du froid pendant la saison sèche.

**Production et profit accrus.** Une évaluation du projet en 2003 a établi qu'il avait stimulé la production horticole, l'emploi et les revenus des cultivateurs, essentiellement grâce à l'expansion des surfaces irriguées, à l'intensification de la production et à la diversification en faveur de légumes plus profitables. Tant à Kinshasa qu'à Lubumbashi, le revenu annuel moyen des maraîchers participant au projet était passé d'environ 160 à 600 USD.

L'évaluation a établi que les autorités municipales avaient apporté une participation utile au projet, en définissant des périmètres pour l'horticulture et en encourageant la concertation entre les associations de maraîchers et les prestataires d'intrants et de services par le biais des comités municipaux de concertation. Le projet avait par ailleurs renforcé le SENAHUP, qui jouait un rôle plus important de planification et de contrôle.

L'évaluation avait abouti à la recommandation de prolonger le projet par une deuxième phase à Kinshasa et à Lubumbashi et d'en élargir les activités à d'autres villes. La poursuite de l'appui a été approuvée lors d'une réunion à Kinshasa groupant organismes des Nations Unies, donateurs et ONG internationales. Dans un rapport sur la situation de la sécurité alimentaire dans le pays, il était dit que si globalement la production de vivres continuait à baisser, il y avait eu aussi des évolutions favorables, indiquant que la plus importante était l'apparition d'une agriculture urbaine et périurbaine et que le projet d'horticulture soutenu par la FAO avait eu une forte incidence sur ces activités.

## ÉDUCATION DES ADULTES SUR LE TERRAIN MÊME DES EXPLOITANTS



*Mbanza-Ngungu. Un animateur d'école aux champs discute des résultats d'une analyse d'agro-écosystème avec les membres de l'association de maraîchers d'Apronan*

Les écoles aux champs prennent le terrain des maraîchers comme site de formation et de démonstration pour évoquer les problèmes et tester des techniques susceptibles d'être utiles. Au cours des 10 dernières années, le projet a organisé 500 écoles aux champs à l'intention de plus de 9 000 cultivateurs, sur des sujets très variés – depuis la préparation des planches et l'espacement à respecter entre les plantes jusqu'à la gestion de l'irrigation et l'usage des engrais organiques. Souvent, les participants sont des animateurs, c'est-à-dire des représentants des associations de maraîchers, qui peuvent ensuite partager les connaissances acquises avec les autres membres de l'association.



*Lubumbashi. À une école aux champs, les maraîchers transportent de jeunes plants de tomates dans des blocs de tourbe*



*Kinshasa. Les maraîchers apprennent l'avantage qu'il y a à semer en ligne sur des planches plus étroites (à droite)*

## Progrès au cœur de la ville

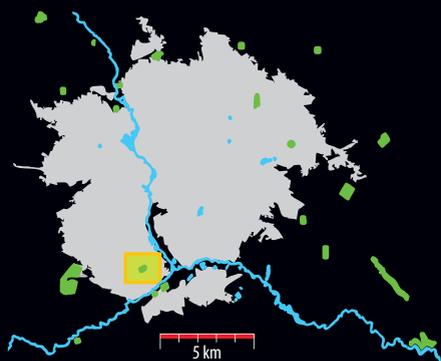
Lors d'une grave récession économique au milieu des années 1990, les femmes de Katuba, quartier central de Lubumbashi, ont commencé à cultiver des légumes pour leur famille sur un terrain de trois hectares appartenant à une église du quartier. Elles ont par la suite formé une association, Maendeleo («progrès» en swahili), qui compte maintenant 250 membres et produit selon les estimations 360 tonnes de légumes par an, vendus en majeure partie sur les marchés locaux. Maendeleo est l'une des associations les plus actives de la ville – des animateurs formés grâce au projet organisent régulièrement pour leurs collègues maraîchers des cours sur la préparation des planches, le compostage et l'utilisation de variétés améliorées.

# Katuba

Lubumbashi



*Des légumes tout frais sont mis en sac pour le transport au marché*



*La culture des légumes à Katuba est une activité communautaire. Au plus fort de la campagne agricole, des centaines d'exploitants travaillent sur leurs terrains*



*Les maraîchers de Katuba disent que le revenu tiré de l'horticulture les a aidés à faire des travaux dans leur logement, payer les frais de scolarité et nourrir leur famille*



*Angèle Nsomo tire environ 100 USD par mois de la vente des légumes*



*L'arrosage un samedi après-midi*